

March 2014

E

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--	--------------------	---	---	---	--

# FAO Regional Conference for Africa

## TWENTY-EIGHTH SESSION

**Tunis, Tunisia, 24-28 March 2014**

## SUB-REGIONAL CONSULTATIONS

### AFRIQUE DE L'OUEST/WESTERN AFRICA

La session de consultations sous régionales - Afrique de l'Ouest - s'est déroulée sous la présidence du délégué de la Côte d'Ivoire en tant que du Président de la CEDEAO. Cette session a connu la participation de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que le Président du sous-groupe des Représentants Permanents de l'Afrique de l'ouest. Les rapporteurs de la session sont le Burkina Faso et le Ghana. La session a permis de discuter des défis et enjeux du développement d'une agriculture durable et du rôle que pourrait jouer la FAO au profit des Etats membres de la sous-région.

La session a revu les priorités nationales et sous régionales identifiées pour la sous-région lors de la 27<sup>ème</sup> conférence régionale qui s'est tenue à Brazzaville en 2012.

La concertation sous régionale de Tunis a reconnu que les défis auxquels les pays, les organisations sous-régionales (CEDEAO, UEMOA et CILSS) et leurs partenaires doivent faire face pour couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels des populations qui ont été identifiées à Brazzaville, restent d'actualité. Ces priorités se présentent comme suit:

- la maîtrise de l'eau de surface et souterraine, les aménagements hydro-agricoles, et le renforcement des capacités permettant d'accroître la culture irriguée;
- la création des stocks régionaux de sécurité qui pourraient faire jouer la solidarité entre les pays côtiers et les pays sahéliens par exemple.
- la mise en place d'unités de production d'engrais et la gestion intégrée de la fertilité des sols;
- l'accès à la formation et à l'information, aux nouvelles technologies et aux marchés comme élément d'un programme plus large de développement des infrastructures agricoles.
- une meilleure valorisation de la production par la transformation des produits alimentaires à travers le développement des micro-entreprises rurales au profit des agriculteurs familiaux;
- le développement des systèmes d'assurance agricole et leur accès des petits producteurs;
- le développement des mécanismes de financement;
- l'adaptation aux changements climatiques;
- le développement des capacités et des partenariats efficaces (coopération Sud-Sud, partenariat public-privé);
- le renforcement des systèmes d'alerte précoce et d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- le renforcement des statistiques agricoles;
- la mise en place d'une politique de surveillance des eaux pour mettre fin aux pêches illégales.

Prenant en compte les processus d’élaboration des Cadres de programmations pays (CPP) en cours, la consultation de Tunis a conclu que les priorités par pays sont déjà identifiées dans les CPP. Les travaux de la session ont porté essentiellement sur les priorités de la sous-région.

Au regard des nouveaux défis auxquels le secteur agricole doit faire face, la consultation de Tunis a identifié les priorités sous régionales ci-après:

- définir des politiques et stratégies appropriées d’insertion de jeunes dans le secteur agroalimentaire et de développement rural;
- développer des politiques et stratégies de résilience des populations, selon une approche inclusive et à travers le développement des instruments de gestion des risques climatiques (assurances agricoles), et de financement du secteur Agricole;
- accroître la production du riz afin de couvrir totalement les besoins domestiques de la sous-région,
- intensifier et promouvoir la mécanisation agricole, et améliorer la gestion de la production, et la gestion post-récolte;
- promouvoir la chaîne de valeur en agriculture, en ressources animales, halieutiques et forestières;
- développer la commercialisation des produits agricoles intra-régionale basée sur les avantages comparatifs des pays;
- développer l'espace rurale à travers des investissements en infrastructures et en services d'appuis à la production et à la valorisation des produits agricoles, selon une approche intégrée de développement régional pour intéresser les jeunes au secteur;
- intensifier l'élevage des petits ruminants particulièrement à travers l'éradication de la Peste de petits ruminants (PPR);
- adopter une approche sous régionale dans le développement des Accords de partenariat économiques pour renforcer le pouvoir de négociation des pays.

Afin d’atteindre ces objectifs, la consultation sous-régionale a réaffirmé la nécessité d’avoir un engagement politique fort des Etats et un effort soutenu au financement des plans d’investissement agricole élaborés au niveau de chaque pays.

La consultation sous régionale a exprimé les attentes des pays vis-à-vis de la FAO et qui s’articulent autour des actions suivantes:

- continuer à fournir de l’assistance pour renforcer et maximiser la production agricole et assurer l’autosuffisance alimentaire;
- appuyer les pays à développer des partenariats avec les bailleurs de fonds pour échanger des expériences, formuler des projets et informer sur les initiatives en cours;
- assurer un lobbying ou un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour le financement des programmes en appui aux Membres;
- soutenir les efforts d’intégration sous-régionale en général et la circulation des biens et des personnes en particulier;
- continuer à soutenir la formulation des documents stratégiques du secteur agricole, de l’élevage et de l’ aquaculture ainsi que ceux de la pêche;
- soutenir la création d’un centre d’excellence sous-régional sur l’eau pour l’agriculture;
- développer un partenariat fort avec les Agences internationales de Coopération en faveur d’un développement vigoureux de la production maïs, du manioc et du riz.

## WESTERN AFRICA

This sub-regional consultation for West Africa was held under the chairmanship of the delegation of Côte d'Ivoire, in its capacity of Chairperson of ECOWAS. The session was attended by several West African Delegates as well as the Chairperson of the sub-group of Permanent Representatives from West Africa in Rome. Rapporteurs were Burkina Faso and Ghana. The session provided an opportunity to discuss challenges and issues of sustainable agricultural development as well as potential supports that FAO could provide to Member countries in the sub region.

The Consultation in Tunis reviewed both national and sub-regional priorities that the sub-region identified at the 27<sup>th</sup> Session of the Conference in Brazzaville in 2012, and acknowledged that the challenges countries, sub-regional organizations (ECOWAS, UEMOA and CILSS) and their partners face to cover the food and nutritional needs of their populations remain valid. These priorities are presented as follow:

- Improvement in surface and groundwater water management and irrigation schemes, capacity development, toward increasing irrigated agriculture;
- Creation of regional security food stocks that could enhance solidarity between coastal and Sahelian countries, for example;
- Development of fertilizer production plants and promotion of integrated soil fertility management;
- Access to training and information, to new technologies and to markets, as part of a wide agricultural infrastructure development program.
- Better valorization of productions through processing and development of rural micro-enterprises for the benefit of family farmers;
- Development of agricultural insurance systems and their access for small producers;
- Development of financing mechanisms;
- Adaptation to climate change;
- Capacity development and effective partnerships (South-South cooperation, public -private partnership);
- Strengthening of early warning systems and information on food security and nutrition;
- strengthening agricultural statistics; and
- Establishing maritime waters monitoring policy towards ending illegal fishing.

Taking into account the ongoing development of Country Programming Frameworks (CPF), the Tunis consultation concluded that country priority needs are already documented. Therefore, the session focused on sub-regional priorities.

In light of the new challenges and emerging issues in the Agriculture sector, the Tunis consultations identified the following additional sub-regional priorities:

- Develop appropriate policies and strategies of integration of the youth in the agri-food sector and rural development;
- Develop policies and strategies for resilience of populations , following an inclusive approach and through the development of climate risk management instruments ( crop insurance ) , and financing of the agricultural sector;
- Increasing rice production in order to fully meet domestic needs of the sub region,
- Develop agricultural mechanization and improve production and post-harvest management.
- Develop value chain in agriculture, livestock, fishery and forestry;
- Develop intra-regional trade for agricultural products based on countries' comparative advantage;
- Promote investment in infrastructure and support services to production and value addition to agricultural products services in an integrated approach to regional development in order to attract youth to the sector;

- Intensify small ruminant rearing particularly through eradication of the pest of small ruminants;
- Adopt a sub-regional approach to economic partnership development in order to strengthen the negotiating position of countries.

To achieve these objectives, the consultation re-affirmed the need for a strong political commitment of States and sustained financing effort of agricultural investment plans developed in each country.

With regard to FAO support to countries the sub-region has the following expectations:

- Continue to provide assistance to strengthen and maximize agricultural production and to ensure food self-sufficiency;
- Support the member countries to build partnerships with donors to exchange experiences, develop projects and provide information on current initiatives;
- Ensure lobbying or advocacy with donors for program funding in support of members;
- Support sub-regional integration efforts in general and the movement of goods and people in particular;
- Continue to support the development of strategic documents in the agricultural, livestock, aquaculture and fishery sectors;
- Support the creation of a sub- regional centre of excellence on water for agriculture;
- Develop a strong partnership with international cooperation agencies in favor of a vigorous development of maize, cassava and rice productions.

## **AFRIQUE CENTRALE / CENTRAL AFRICA**

Le Mercredi 26 Mars 2014 s'est tenue à Tunis, République de Tunisie, la concertation des pays de l'Afrique centrale. Cette rencontre, qui fait partie de l'Agenda de la vingt huitième Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Tunis du 24 au 26 mars 2014, avait pour objectif de discuter avec les Ministres en charge de l'agriculture en Afrique Central ou leurs représentants, les questions suivantes:

1. Le contexte du développement de l'agriculture en Afrique Centrale en relation avec le cadre stratégique renouvelé de la FAO;
2. Les enjeux majeurs pour l'essor de l'agriculture;
3. Les axes stratégiques, les priorités et leurs modalités de mise en œuvre;
4. Le développement des partenariats au niveau national et sous-régional pour la mise en œuvre des activités de la FAO.

Les délégations ministérielles des pays couverts par le Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (le Cameroun, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Gabon, la Guinée Equatoriale, Sao Tome et Principe et le Tchad), ainsi que les délégations des Communautés Economiques Régionales (CEEAC et CEMAC), de la société civile et de la FAO ont pris part à cette rencontre. Elle a été présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation du Tchad, Monsieur Moussa Mahamat Aggrey, dont le pays assure la présidence de la CEEAC.

Une présentation portant sur l'importance renouvelée de l'Agriculture en Afrique Centrale a été faite par le Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale.

Les participants ont salué la pertinence de cette rencontre et ont marqué leur accord vis-à-vis du contenu de la présentation.

### **AU NIVEAU DES DEFIS ET ENJEUX**

Les principaux défis pour le développement de l'agriculture en Afrique Centrale sont:

1. La satisfaction des besoins alimentaires,
2. La nécessité de rendre l'agriculture plus productive, attractive et compétitive;
3. L'amélioration de l'offre et de la qualité des aliments à travers la chaîne des valeurs;
4. La lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, les participants se sont accordés sur le fait que c'est en établissant un équilibre entre d'une part, les productions végétales, animales, halieutique, sylvicoles et d'autre part la gestion rationnelle des ressources naturelles que les pays de la sous-région peuvent s'assurer un développement durable, et par conséquent un avenir meilleur pour les générations futures.

### **AU NIVEAU DES PRIORITES DE LA SOUS-REGION**

S'agissant des priorités de la sous-région, les participants ont adopté les axes prioritaires suivants:

1. Le renforcement des aspects liés à la recherche agronomique (semences, techniques culturelles, les techniques de transformation et de conservation, etc. ).
2. L'intensification de la production et l'amélioration de la compétitivité des produits des différents sous-secteurs;
3. La promotion des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de l'aquaculture;
4. La gestion durable des ressources naturelles à travers l'Agriculture de conservation;
5. La mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre des politiques agricoles cohérentes.

6. La promotion de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes et des femmes dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture;
7. La maîtrise de l'eau.

Il a été recommandé au Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique Centrale de faire une large diffusion de ces priorités auprès des acteurs de la sous-région et de veiller à leur prise en compte tant dans la formulation des politiques et stratégies que dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement.

#### **AU NIVEAU DES ATTENTES DES PAYS VIS-A-VIS DE LA FAO**

Les pays de la sous-région reconnaissent et apprécient le rôle de premier plan que joue la FAO en tant que conseiller des Gouvernements ainsi que fournisseur d'appui technique dans le domaine agricole au sens large.

Ils souhaitent que:

1. cet appui soit renforcé et adapté aux fins d'améliorer la compétitivité et l'accès au marché dans la sous-région et au niveau mondial.
2. la FAO renforce ses capacités de mobilisation des financements auprès des partenaires techniques et financiers, notamment en faveur des projets et programmes à mettre en œuvre dans le cadre des Programmes Nationaux d'Investissement et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) et des Cadres de Programmation Pays;
3. l'établissement et le renforcement des partenariats à tous les niveaux, y compris avec les structures étatiques, le secteur privé, les organisations de la société civile et d'autres groupements associatifs;
4. la FAO renforce le fonctionnement des bureaux nationaux et leur alloue des ressources conséquentes.

L'idée de la création des hubs dans les bureaux des pays n'est pas partagée par la sous-région.

Ils souhaitent que les hubs soient localisés au niveau régional ou sous-régional.

## SOUTHERN AFRICA/AFRIQUE AUSTRALE

### ***SADC Document reproduced***

Following the meeting of the Committee of Technical Experts from thirteen (13) Southern Africa Sub-Regional countries which met on Tuesday 25<sup>th</sup> and Wednesday 26<sup>th</sup> March 2014, the following are prioritized areas in which the sub region has identified that would provide a framework for FAO to provide its assistance in an effective and coherent manner to support the implementation of the Government's priorities in agriculture.

#### **1. Enabling policy and institutional environment for food and nutrition security and agricultural development.** *To contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition.*

- Under this priority, FAO should support the countries, in the acceleration of the CAADP implementation processes, review, analysis, formulation, monitoring and evaluation of policy and legal frameworks and preparation of policy implementation plans. It should also foster institutional strengthening and co-ordination and generation of evidence to inform policy formulation.

#### **2. Sustainable agricultural production and land use planning.** *To increase and improve production and productivities in crops, fisheries and livestock.*

- Under this priority, FAO should focus on enhancing the productive capacity of family farming, medium-and small-holder producers in the crop, horticulture, aquaculture, livestock and agro-forestry sub-sectors. Activities should also include enhancing the capacity of Governments to decrease land degradation, carry out research on drought-resistant crops, tree species and livestock fit to arid conditions;
- FAO should also assist Governments in promoting smart agriculture technologies such as conservation agriculture, agroforestry and protection and conservation of forests;
- FAO should assist governments with infrastructure and technologies for enhancing value addition across all agricultural products;
- FAO should also assist in the development of a comprehensive aquaculture management policy, in sharing best practices in agricultural production, and expanding production under irrigation and integrated water resources management; and
- Equally, development of rural infrastructure at different levels (farm, regional, National) for improved sanitary and phytosanitary and value addition will need focus.

#### **3. Enhanced preparedness against agricultural threats and crises as well as building livelihood resilience of targeted vulnerable populations.** *To increase the resilience of livelihoods to threats and crises*

- Under this priority, FAO should help Governments to strengthen their capacity to mitigate and adapt to adverse climatic conditions and development of emergency response mechanisms;
- Assistance is also required to avert and control pest and diseases situations. There should therefore be systems for delivering regular information on potential, known and emerging threats to agriculture, food and nutrition security, through the establishment of integrated early warning systems, and to strengthen capacity in disaster preparedness through support in developing contingency plans; and
- FAO should assist increasing the capacities of extension service delivery systems and smallholder farmers to adopt and apply resilience enhancing technologies and practices.

**4. Enhance sustainable management of natural resources.** *To increase and improve provision of goods and services from agriculture, forestry and fisheries in a sustainable manner.*

- Under this priority, FAO should assist Governments in implementing sustainable natural resources management and promotion of equitable access and allocation to production resources; and in addition
- FAO should assist Governments in building capacity at community and national levels in sustainable use of depletable resources (ground water, water in reservoirs, river water etc).

**5. Linking farmers to markets and Enhancing Value Addition.** *To enable more inclusive and efficient agricultural production systems at local, national and international levels*

- Under this priority, FAO should assist Governments in promoting the agro-processing and agri-business entrepreneurial approaches aimed at supporting small-holder farmers' access to local, regional and international markets;
- This priority should be achieved by strengthening capacity in on-farm and farm block processing, value addition, marketing, bio-security, safety standards and quality assurance of crop, horticultural, livestock, fish and agro-forestry products; and
- Building capacity in post-harvest storage management of strategic crops.

**6. Promoting secure land rights** - *To ensure equitable access, tenure and use of the land resource.*

- FAO should support Governments in promoting secure land rights for poor small-scale farmers (especially for vulnerable women and youths) through advocating for formulation and implementation of land policy and legal reforms and supporting monitoring the implementation of the land policy; and
- Facilitate the development of rural land use planning and guidelines, land use classification, land suitability assessment/mapping and soil fertility mapping to guide farming suitability.

**7. Cross-cutting priorities:** *Assistance should be provided for.*

- Encouraging the empowerment of Women and Youth to productive agriculture, reducing vulnerability and impact of HIV/AIDS and promotion of decent rural youth employment; and
- Climate Change adaptation programmes including climate-smart agriculture.

**ANNEX 1. INDIVIDUAL COUNTRIES PRIORITIES****1. ANGOLA**

- Increased productivity and production
- Market access
- Management of natural resources
- Institutional training
- Aquaculture

**2. BOTSWANA**

- Transport-border pest and disease management
- Market access (beef)
- Capacity building Extension support services
- CAADP process
- Research and development

**3. COMOROS**

- Agricultural policy
- Agricultural statistics
- CAADP process
- Irrigation infrastructure
- Research and development
- Pest and disease management in crops and livestock
- Agriculture investments
- Family farming development

**4. LESOTHO**

- CAADP process
- Market access
- Climate change
- Increased production and productivity

**5. MADAGASCAR**

- Sustainable agriculture production
- Rural infrastructure
- Climate change
- Sustainable management of natural resources
- Market access and value chains
- Institutional Strengthening for all stakeholders

**6. MAURITIUS**

- Livestock breeding
- Seed industry development
- Increased production and productivity
- Preparedness to climate change

**7. MOZAMBIQUE**

- Increased production and productivity
- Technology transfer
- Plant genetic resource management gen banks

**8. NAMIBIA**

- Increased production and productivity
- Post harvest losses
- Climate change vulnerability to droughts and floods
- Agro processing
- Research and development
- CAADP Process
- Market access

**9. SOUTH AFRICA**

- Increased productivity
- Market access
- Natural resource management
- Off farm and on farm infrastructure development
- Strengthen the bio-safety and bio- security

**10. SWAZILAND**

- Increased production and productivity
- Market access
- Youth participation in agribusiness
- CAADP process
- Sustainable management of natural resources
- Institutional strengthening
- Post harvest loss

**11. SEYCHELES**

- Internal marketing
- Post harvest loss
- Mariculture
- Institutional strengthening
- Pest and disease management
- Adaptation to climate change

**12. ZAMBIA**

- Increased production and productivity
- Post harvest storage infrastructure
- Climate change issues and sustainable agriculture
- Irrigation infrastructure
- Technology transfer
- Research and development
- Pest management and control
- Youths and Women in agribusiness

**13. ZIMBABWE**

- Increased production and productivity
- Market access
- Sustainable management of natural resource
- CAADP process
- Institutional capacity development
- Knowledge and information management
- Youths in agribusiness
- Climate change mitigation and adaptation

## PRIORITES SOUS-REGIONALES DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Suite à la réunion de la Commission d'experts techniques de treize (13) pays sous-régionaux de l'Afrique australe qui se sont réunis le mardi 25 et mercredi 26 Mars 2014, les éléments suivants sont les domaines que la sous-région a identifiés comme pouvant fournir un cadre à la FAO en vue de fournir son assistance de manière efficace et cohérente pour soutenir la mise en œuvre des priorités des Etats dans le secteur agricole.

**1. Capacitation de l'environnement politique et institutionnel pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement agricole.** *Pour contribuer à l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.*

- Dans le cadre de cette priorité, la FAO devrait aider les pays, dans l'accélération de la mise en œuvre des processus de PDDAA, l'examen, l'analyse, la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques et des cadres juridiques et l'élaboration de plans de mise en œuvre de la politique. Il convient également de favoriser le renforcement institutionnel et la coordination et la production de données probantes pour éclairer l'élaboration des politiques.

**2. Production agricole durable et plan d'utilisation des sols.** *Pour augmenter et améliorer la production et productivité dans les cultures, de la pêche et de l'élevage.*

- Dans le cadre de cette priorité, la FAO devrait se concentrer sur le renforcement de la capacité productive de l'agriculture familiale, les moyens et petits producteurs dans l'agriculture, l'horticulture, l'aquaculture, l'élevage et les sous-secteurs de l'agro-foresterie. Les activités devraient également inclure l'amélioration de la capacité des gouvernements à réduire la dégradation des terres, à effectuer des recherches sur les cultures résistantes à la sécheresse, les espèces d'arbres et du bétail adaptés aux conditions arides;
- La FAO devrait également aider les gouvernements dans la promotion de technologies agricoles intelligentes telles que l'agriculture de conservation, l'agroforesterie, la protection et la conservation des forêts;
- La FAO devrait aider les gouvernements en matière d'infrastructures et technologies pour l'augmentation de la valeur ajoutée pour tous les produits agricoles;
- La FAO devrait également contribuer à l'élaboration d'une politique de gestion globale de l'aquaculture, au partage des meilleures pratiques dans la production agricole, et l'expansion de la production sous irrigation et la gestion intégrée des ressources en eau
- De même, le développement des infrastructures rurales à des niveaux différents (ferme, régional, national) pour améliorer les conditions sanitaires et phytosanitaires et plus de valeur ajoutée devra être plus ciblé.

**3. Une meilleure préparation contre les menaces et les crises agricoles ainsi que le renforcement des moyens de subsistance résilience des populations vulnérables ciblées.** *Renforcer la résilience des moyens d'existence face aux menaces et crises*

- Dans le cadre de cette priorité, la FAO devrait aider les gouvernements à renforcer leur capacité à atténuer et à s'adapter à des conditions climatiques défavorables et développer des mécanismes d'intervention d'urgence;
- Une assistance est également requise pour éviter et contrôler les ravageurs et maladies. Il devrait donc y avoir des systèmes pour fournir régulièrement des informations sur le potentiel, les menaces connues et nouvelles pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, à travers la mise en place de systèmes d'alerte précoce intégrés, et de renforcer les capacités de préparation aux catastrophes grâce à l'appui à l'élaboration des plans d'urgence.

- La FAO devrait aider en augmentant les capacités des services de vulgarisation et les petits exploitants agricoles à adopter et à appliquer des technologies et des pratiques de résilience.

**4. Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.** *Pour accroître et améliorer la fourniture des biens et services de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche d'une manière durable.*

- Dans le cadre de cette priorité, la FAO devrait aider les gouvernements à mettre en œuvre la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de l'accès équitable et l'allocation des ressources de production, et en plus;
- La FAO devrait aider les gouvernements à renforcer les capacités au niveau communautaire et au niveau national dans l'utilisation durable des ressources épuisables (eau souterraine, eau dans les réservoirs, eau des rivières, etc.).

**5. Relier les producteurs aux marchés et promouvoir les valeurs ajoutées.** Pour permettre des systèmes de production agricole plus inclusifs et efficaces aux niveaux local, national et international

- Dans le cadre de cette priorité, la FAO devrait aider les gouvernements à promouvoir les agro-industries et des approches entrepreneuriales de l'agro-business visant à soutenir l'accès des petits exploitants agricoles, aux marchés locaux, régionaux et internationaux;
- Cette priorité devrait être réalisée par le renforcement des capacités en matière de transformation, valeur ajoutée, marketing, bio-sécurité, normes sur l'exploitation et l'assurance de la qualité des cultures, de l'horticulture, de l'élevage, les poissons et les produits agro-forestiers, et
- Renforcement des capacités en matière de gestion du stockage post-récolte des cultures stratégiques.

**6. Promouvoir des droits fonciers garantis** - *Pour garantir un accès équitable, à la propriété et l'utilisation des ressources foncières.*

- La FAO devrait aider les gouvernements en matière de promotion des droits fonciers pour les petits agriculteurs pauvres (en particulier les femmes et jeunes vulnérables) en plaident pour la formulation et la mise en œuvre de politiques foncières et réformes juridiques et soutenir le suivi de la mise en œuvre de la politique foncière et
- Faciliter le développement de la planification de l'utilisation des terres rurales, de lignes directrices, la classification l'utilisation des terres, l'évaluation du potentiel des terres évaluation/ cartographie et cartographie de la fertilité des sols pour guider l'agriculture de manière durable.

**7. Priorités transversales:** *Assistance à fournir pour.*

- Encourager l'autonomisation des femmes et des jeunes pour l'agriculture productive, la réduction de la vulnérabilité au et de l'impact du VIH / SIDA et la promotion de l'emploi décent des jeunes en milieu rural; Changement climatique; programmes d'adaptation, y compris l'agriculture intelligente face au climat.

## **EASTERN AFRICA / AFRIQUE DE L'EST**

The East Africa Sub-Region Member States convened on 26 March, 2014 to deliberate on the Sub-region's priorities in their workings with FAO. Following the discussions, members settled on the following:

### **Priorities**

Three priority areas were identified, as proposed in the doc ARC/14/5 namely:

- Accelerate the eradication of hunger under the renewed unified approach,
- Increase production and productivity, and
- Resilience building.

### **Needs**

Further, members highlighted the need for FAO's interventions to assist member countries in the following areas;

- a. To increase production and productivity;
- b. To build up capacity in data management in agriculture statistics;
- c. To strengthen early warning systems and increased efforts in fighting against trans-boundary diseases;
- d. To strengthen irrigation and agricultural mechanization;
- e. To assist in building robust value chains;
- f. To assist in reducing post-harvest losses;
- g. To increase market access;
- h. To assist in enhancement of coordination between agriculture sector Ministries and Departments within countries, and within the Sub-region.

With regard to the theme of the forthcoming Session of the African Regional Conference, the Sub-region noted that the proposed topics are still to be fully developed. However, given the importance of complementing the efforts on promoting youth involvement in farming activities, the Sub-region thought it would be better if the theme was to be anchored around the topics on value chains and family farming.